

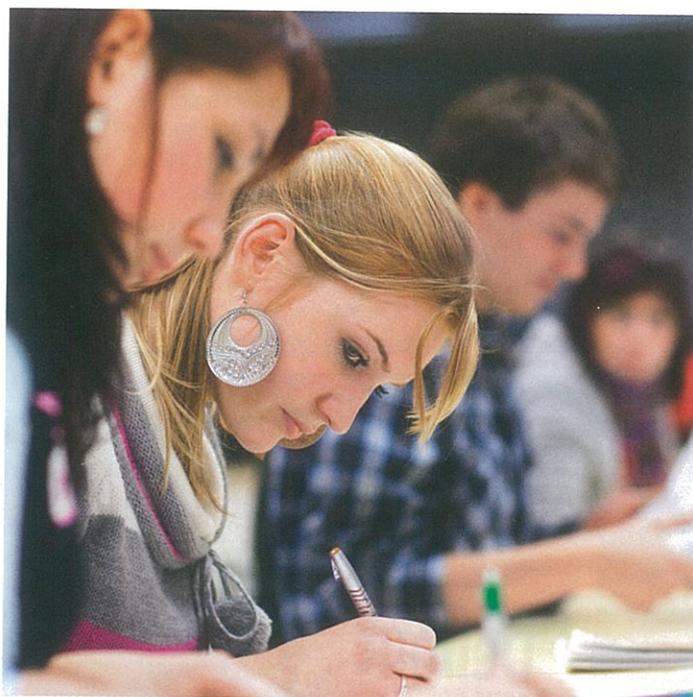
Formations

Diplômes : la réforme fera sa rentrée en septembre

La réforme des cinq diplômes du travail social s'appliquera dès la rentrée 2018, à l'issue d'un long processus de refonte aboutissant à un consensus. Pour les centres de formation, une course contre la montre commence afin d'intégrer la réforme dans les parcours et de se rapprocher des universités.

« **A**daptation au travail social de demain » versus « casse des métiers » : telle une série à suspense, la réforme des diplômes aura été gorgée de rebondissements, entre batailles médiatiques et négociations en coulisses. Une gestation longue et houleuse, en écho aux difficultés et incertitudes rencontrées par les professionnels de terrain face aux mutations actuelles du travail social. Quatre ans après le lancement début 2014 des États généraux du travail social (EGTS), la réforme s'inscrit dans le Plan d'action interministériel en faveur du travail social et du développement social présenté en octobre 2015. Elle vise à aligner les cinq diplômes de niveau III – DEASS, DEES, DEETS, DEEJE, DECESF – au niveau II, conformément au processus universitaire européen « Licence-Master-Doctorat (LMD) ». Et du même coup, à rafraîchir les référentiels d'activité, de compétences, de formation et de certification, pour les adapter aux évolutions du secteur et aux enjeux du travail social de demain.

Craignant une dilution des métiers sous l'appellation générale de « travailleur social », les organisations syndicales et représentatives ont rapidement commencé à se mobiliser. Le collectif Avenir éducateurs naîtra en avril 2014, suivi par les États généraux alternatifs du travail social (Egats), jusqu'à la



© Light poet/Adobe Stock

► Les nouveaux parcours de formation devront être prêts pour une mise en œuvre dès la rentrée 2018. Un calendrier tendu.

plus récente Inter-Régionale des formatrices et formateurs en travail social (IRE). Fin 2014, un rapport de la commission professionnelle consultative (CPC), recommandant la création d'un diplôme unique par niveau, mettra le feu aux poudres. Les manifestations sous les fenêtres du ministère se multiplient. La secrétaire d'État, Ségolène Neuville, missionne alors la députée du Pas-de-Calais Brigitte Bourguignon pour déminer le terrain et remettre un rapport. Il enterrera l'idée du diplôme unique par niveau tout en conservant l'objectif d'une refonte des diplômes avec l'instauration d'un socle commun de compétences.

Passés ces préliminaires tendus, la concertation au sein de la CPC pouvait commencer. À partir de mars 2016, ses 40 membres ont travaillé sur l'écriture des nouveaux référentiels autour de cinq groupes-métier, sous la houlette de la direction générale de la cohésion sociale (DGCS). La commande